

POURQUOI DES ACTIONS CIBLÉES CE VENDREDI 7 OCTOBRE ?

Pourquoi ? Parce que nous exigeons une politique plus juste et plus équilibrée.

PLAN PEETERS

S'il est appliqué, les employeurs pourront exiger de tous les travailleurs qu'ils prestent plus d'heures, à des périodes qu'ils ne pourront pas choisir. Les travailleurs seront seuls face à l'arbitraire de l'employeur tout au long de leur carrière.

Cet allongement du temps de travail et cette flexibilité excessive vont à l'encontre de la modernité ! L'avenir, c'est la réduction collective du temps de travail ! Plus de personnes travaillant moins pour vivre mieux.

Prenez connaissance des conséquences du plan Peeters et informez vos amis via www.planpeeters.be.

LOI DE 96

Les négociations salariales seront, encore plus qu'actuellement, régies par une loi. La liberté de négocier les salaires sera réduite à néant. Même dans les secteurs prospères cela ne sera plus possible.

PENSIONS

Les travailleurs ne devront pas seulement être plus flexibles mais aussi travailler plus longtemps, dans de moins bonnes conditions et pour une pension plus petite.

Les compensations pour métiers pénibles risquent d'être bien maigres vu que ça ne doit rien coûter au gouvernement. Le ministre des pensions veut que nous échangions des éventuelles augmentations salariales contre une pension gérée par le privé.

Les périodes assimilées (périodes d'inactivité prises en compte dans le calcul de la pension comme par ex. la maladie) sont violemment attaquées. Si on laisse faire, le montant de la pension diminuera !

TROU BUDGÉTAIRE DE 4,2 MILLIARDS

Le gouvernement veut à nouveau aller chercher l'argent dans la poche des travailleurs, des pensionnés, des demandeurs d'emploi, des malades ou dans les services publics. Ce n'est pas possible !

Pas touche à l'index, à notre sécu ou à nos services publics ! Et pas de nouvelle augmentation de la TVA !

Les employeurs doivent accepter de négocier avec nous et exiger du gouvernement qu'il respecte ces négociations. Parce que des alternatives existent :

- Pour plus de pouvoir d'achat grâce à la liberté de négocier les salaires. Les travailleurs doivent recevoir leur part du gâteau.
- Pour plus de justice fiscale grâce à la globalisation des revenus. Une plus grande contribution des revenus du capital et un fair-play fiscal. Il faut en finir avec les échappatoires.
- Pour une sécurité sociale fédérale et forte, il faut oser investir dans le capital humain.
- Pour des services publics accessibles de qualité. Que du bonus pour tous.

L'austérité n'est pas la solution. Il faut la mise en œuvre d'une politique de relance et d'investissements créatrice d'emplois de qualité.